

# Geospatial World Forum 2026

## Amsterdam, Pays-Bas | 28-30 avril 2026

### Contribution au Programme de travail 2026 de l'OHI

**WP 1** Promouvoir et faire connaître les travaux de l'OHI ainsi que le cadre normatif S-100 au sein des instances multilatérales chargées de la gouvernance géospatiale et océanique ; entretenir des relations avec le Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle Mondiale (UN-GGIM).

#### Résumé :

- Le Dr John E. Nyberg a participé au Geospatial World Forum 2026 à Amsterdam, aux Pays-Bas, où il a fait deux présentations et participé à une table ronde sur les infrastructures hydrographiques, les données relatives à l'économie bleue et la gouvernance internationale.
- Le cadre S-100 de l'OHI a été présenté comme une architecture stratégique pour l'indépendance des données hydrospatiales — permettant aux nations de posséder, de contrôler et d'exploiter commercialement les données maritimes produites dans leurs eaux, au-delà de son rôle traditionnel de norme de navigation.
- Les petits Etats insulaires en développement (PEID) ont été présentés comme de « grands Etats océaniques », l'argument étant avancé que la souveraineté des données constitue un enjeu de gouvernance vital : 39 Etats gérant collectivement environ 30 % des océans du globe, dont beaucoup ne disposent pas d'un contrôle total sur les données hydrographiques de leur propre zone économique exclusive.
- Le lien essentiel entre les données de référence (courants, marées, niveaux d'eau, couches environnementales) et l'économie bleue a été mis en évidence, avec des exemples concrets dans les domaines de l'énergie renouvelable en mer, de la gestion des pêches, de l'aménagement de l'espace maritime et de la résilience portuaire, montrant comment les lacunes en matière de données se traduisent directement par des investissements perdus et une gouvernance entravée.

#### Détails :

Le Geospatial World Forum s'est tenu à Amsterdam, aux Pays-Bas, du 27 avril au 1<sup>er</sup> mai. Ce forum est l'une des principales plateformes internationales destinées aux professionnels du secteur géospatial, aux décideurs politiques et aux leaders de l'industrie. L'édition 2026 a réuni des participants issus de tous les horizons du secteur géospatial, offrant ainsi à l'OHI une tribune de premier plan pour faire valoir ses messages stratégiques concernant la mise en œuvre de la S-100, les infrastructures hydrographiques et la souveraineté des données dans le cadre du développement des capacités.

#### Discours d'ouverture : Les normes de l'OHI et la voie vers l'indépendance des données

Le Dr Nyberg a prononcé le discours d'ouverture du séminaire sur l'infrastructure hydrospatiale et l'économie bleue, présentant le modèle universel de données hydrographiques S-100 de l'OHI non seulement comme une norme de navigation de nouvelle génération, mais aussi comme un cadre complet de données maritimes ayant des implications profondes pour la souveraineté nationale, les investissements dans l'économie bleue et la gouvernance océanique.

Le discours d'ouverture a articulé son argumentation autour de cinq défis interdépendants : le déficit dans la production mondiale de données hydrographiques ; les inégalités en matière de distribution et de propriété des données ; la nécessité d'une infrastructure normative internationale durable ; le rôle essentiel des données de soutien (bathymétrie, niveaux d'eau, courants de surface) pour permettre le fonctionnement des suites de produits S-100 ; et l'occasion souvent manquée de positionner les normes de l'OHI comme un cadre intersectoriel dépassant le cadre de la navigation.

Un message central était que la souveraineté des données hydrographiques, c'est-à-dire le fait que les nations possèdent, contrôlent et tirent un bénéfice commercial des données maritimes collectées dans leurs eaux, constitue un défi crucial en matière de gouvernance. L'architecture S-100 de l'OHI, avec son support intégré pour le contrôle des données et des accès, a été présentée comme un catalyseur technique clé, mais qui doit être complété par des politiques nationales en matière de données alignées sur les cadres de l'UN-GGIM et par des accords commerciaux structurés de manière à conserver le contrôle au niveau national, de la collecte à la distribution des données.

Le Centre d'infrastructure technologique de l'OHI et son rôle dans la garantie d'un accès équitable et durable à la mise en œuvre de la S-100 pour tous les Etats membres ont été mis en avant, tout comme l'importance des normes de l'OHI pour l'ensemble des secteurs de l'économie océanique : planification spatiale maritime, énergies renouvelables en mer, pêche, gestion des catastrophes et adaptation au changement climatique.

#### **Présentation : Les PEID, l'océan et la souveraineté des données**

Le Dr Nyberg a présenté un exposé spécifique plaidant pour que les petits Etats insulaires en développement (PEID) soient considérés comme de grands Etats océaniques, tant sur le plan politique que financier. Les PEID contrôlent collectivement environ 30 % des océans du monde, avec une zone économique exclusive moyenne 28 fois plus grande que leur superficie terrestre. Malgré cela, nombre d'entre eux opèrent dans le cadre d'accords d'autorités cartographiques principales en vertu desquels les données hydrographiques collectées dans leurs eaux, ainsi que les produits qui en découlent, sont principalement détenus et gérés par des Services hydrographiques partenaires, ce qui limite parfois leur capacité à faire valoir leur pleine copropriété.

La présentation a formulé quatre appels à l'action : reconnaître les PEID comme de grands Etats océaniques dans les cadres de financement et de politique du développement ; investir dans les capacités hydrographiques nationales grâce à des technologies émergentes à faible coût et à la coopération régionale ; affirmer la souveraineté en matière de données en s'appuyant sur l'architecture S-100 et le cadre IGIF-Hydro ; et utiliser les normes de l'OHI pour la planification de l'espace maritime, la surveillance environnementale et la gestion des catastrophes, afin de positionner les PEID comme des producteurs souverains de leurs propres données océaniques dans le cadre de la Décennie de l'Océan des Nations Unies.

#### **Table ronde : Infrastructures hydrospatiales, économie bleue et feuille de route mondiale en matière de données**

Le Dr Nyberg a participé à une table ronde abordant quatre thèmes :

Portée et gouvernance des infrastructures hydrospatiales : la distinction entre la cartographie hydrographique en tant que fonction de sécurité et les infrastructures hydrospatiales en tant qu'atout stratégique national a été présentée comme un enjeu de gouvernance et d'investissement. Les nations qui ne possèdent pas et ne contrôlent pas pleinement les données hydrospatiales décrivant leurs eaux territoriales, leurs ressources des fonds marins et leurs côtes opèrent, en réalité, sans pleine souveraineté maritime. Le Centre d'infrastructure de l'OHI a été cité comme une base technique commune permettant une mise en œuvre équitable de la S-100.

Données de référence et implications pour l'économie bleue : Le point central de la session était que la S-100 est techniquement prête, mais que les données de référence, notamment la bathymétrie haute résolution, les courants, les modèles de marées, les niveaux d'eau et les couches environnementales, pourraient ne pas exister pour une grande partie du globe. Ce problème n'a pas été présenté comme un problème de normes, mais comme un problème d'infrastructure de données spatiales maritimes ayant des conséquences économiques directes sur les énergies renouvelables offshore (financement des projets), la pêche (certification d'accès au marché), l'aménagement de l'espace maritime (gouvernance fondée sur des données probantes) et la résilience des ports (adaptation au changement climatique).

Gouvernance, financement et feuille de route crédible : L'architecture de gouvernance multilatérale existe déjà à travers l'OHI, les commissions hydrographiques régionales, l'UN-GGIM et la Décennie de l'Océan. Ce qui manque, c'est une discipline de coordination et l'intégration systématique de la collecte de données hydrographiques dans les portefeuilles de l'économie bleue et du financement climatique. Le Dr Nyberg a proposé une feuille de route en trois volets : une base de référence mondiale cartographiée, des engagements nationaux assortis de délais et l'adoption de voies technologiques.

Conclusion : le cadre S-100 fournit l'architecture ; l'économie bleue apporte la justification économique ; les outils de gouvernance et de financement existent. Ce qui a souvent fait défaut, c'est la volonté politique de traiter les données hydrographiques comme l'infrastructure nationale critique qu'elles constituent.

## Photo



Suite et prochaine réunion :

Le Secrétariat de l'OHI examinera la possibilité d'une participation future au Geospatial World Forum en fonction de la pertinence du programme par rapport aux priorités stratégiques de l'OHI, notamment la mise en œuvre de la S-100, le développement des capacités hydrographiques et l'économie bleue.